



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 506 – 15 septembre 2023

## ❖ Régional

Le prix du riz à son niveau le plus haut en 15 ans fait peser de graves menaces sur la sécurité alimentaire

Selon [l'Organisation](#) des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la décision de l'Inde - premier exportateur mondial (environ 20,5 Mt par an sur un total de 53,7 Mt exportées sur les marchés mondiaux) - d'interdire à compter du 20 juillet les exportations de riz blanc non-basmati a conduit à une accélération de la hausse des prix. L'indice de référence sur le marché mondial a ainsi bondi de 9,8 % en août pour atteindre son niveau le plus haut en 15 ans. En Afrique de l'ouest, 6 pays font partie des 25 grands importateurs de riz : le Burkina Faso (0,6 Mt), la Côte d'Ivoire (1,4 Mt), le Ghana (0,85 Mt), la Guinée (0,85 Mt) ; le Nigeria (2,1 Mt) et le Sénégal (1,3 Mt). D'autres pays comme la Guinée Bissau, le Libéria et la Sierra Leone sont en outre dépendants de leurs importations de riz pour assurer l'alimentation de base de leurs populations. Cette hausse historique des prix du riz va rendre plus difficile l'accès des populations les plus pauvres à une ration alimentaire de base.

### LE CHIFFRE À RETENIR

+9,8%

La hausse du prix du riz au mois d'août suite à l'annonce par l'Inde de la réduction de ses exportations

### 91 M EUR de financements de la BEI en faveur de l'agriculture durable et des PME

Le 14 septembre, lors de sa [visite officielle](#) à Abidjan, le Vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) a inauguré un Pôle régional pour l'Afrique occidentale et centrale, le deuxième créé par la BEI en Afrique après celui de Nairobi au Kenya, reflétant ainsi sa volonté de développer son expertise sur les besoins locaux. Deux accords de financement ont également été signés, il s'agit des premiers intervenant dans le cadre de l'Accord 2023-2027 entre l'Union européenne (UE) et la BEI, qui met en œuvre la stratégie *Global Gateway* de l'UE visant à renforcer les investissements publics mais aussi privés dans les pays partenaires. Le premier accord, d'un montant de 26 M EUR, conclu avec *Cofina Côte d'Ivoire* et *Cofina Sénégal*, vise à renforcer le développement des chaînes de valeur agricoles, dont le cacao, l'anacarde en Côte d'Ivoire et les céréales et l'horticulture au Sénégal. Le second, d'un montant 65 M EUR, conclu avec *Atlantic Business International*, vise à favoriser le financement des

petites et moyennes entreprises (PME) et entreprises de taille intermédiaire (ETI) en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Sénégal.

### L'IFC investit dans un fonds au service des PME d'Afrique francophone

La Société financière internationale (IFC), filiale de la Banque mondiale a annoncé dans un [communiqué](#) du 13 septembre avoir investi 15 M EUR en capitaux propres dans le fonds *Joliba Fund I*, géré par la société de capital-investissement *Joliba Capital*, basée à Abidjan. Cet apport en capital se décompose en une prise de participation à hauteur de 7,5 M EUR dans le cadre du programme d'aide aux PME de l'IFC, *SME Ventures* et en un apport de 7,5 M EUR dans le cadre du Mécanisme de financement mixte du Guichet de promotion du secteur privé de l'Association internationale de développement (IDA), dont l'objectif est de réduire les risques liés aux investissements dans les pays à faible revenu. Lors de sa levée de fonds, *Joliba Fund I* a rassemblé au total 55 M EUR de la part d'investisseurs commerciaux et institutionnels, dont Proparco. Ces fonds seront destinés aux PME notamment du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Togo et du Sénégal et seront à hauteur de 80% orientés vers pays éligibles aux ressources de l'IDA.

## 🇸🇵 Bénin

### Le FMI constate les premiers effets de la fermeture des frontières avec le Niger

Dans un [communiqué](#) du 12 septembre, le FMI fait suite à sa mission du 6 au 12 septembre qui visait à évaluer l'évolution de l'économie au regard du programme en cours et, aux côtés d'experts du *Global Center on Adaptation* (GCA), à envisager un appui au titre du nouveau Fonds de durabilité et de résilience (FRD). Pour rappel, le FMI a approuvé en juillet 2022, un accord mixte mécanisme élargi de crédit (MEDC)/facilité élargie de crédit (FEC) de 638 M USD (391 % de sa quote-part) et dont la deuxième revue a été

conclue en mai 2023. Le FMI, après une forte croissance au premier semestre 2023 (6,3%) constate l'effet de nouveaux chocs: (i) la fermeture des frontières avec le Niger suite au coup d'Etat et (ii) la hausse des prix de l'essence au Nigeria qui a entraîné une hausse de près de 60% des prix de l'essence de contrebande au Bénin. Enfin, le FMI souligne que les aides des partenaires au développement sont plus importantes qu'escompté, ce qui permet d'accompagner la consolidation budgétaire en cours en soutenant certaines dépenses prioritaires.

### Fitch maintient la notation souveraine à B+ avec perspective stable

L'agence de notation financière américaine *Fitch* a [annoncé](#) maintenir sa notation du Bénin à B+ avec perspective stable. Pour motiver sa décision, l'agence avance une croissance passée robuste, notamment tirée par la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) et des perspectives très favorables. L'agence évalue ainsi à 5,5 % la croissance en 2023, portée par celle du secteur agro-industriel, avec la montée en puissance de la zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ). *Fitch* anticipe une croissance de 6 % en 2024, en misant sur une bonne performance du secteur du coton. Elle valorise la consolidation budgétaire entamée avec une réduction du déficit budgétaire anticipée dès 2023, dans la lignée des prévisions du FMI, pour aboutir à 3% du PIB d'ici 2025 (critère de convergence de l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine – UEMOA). Enfin, l'agence prévoit une baisse de l'endettement public en 2024 et 2025 et souligne la capacité du Bénin à minimiser le coût de sa dette malgré la remontée des taux d'intérêt au niveau international.

## 🍷 Burkina Faso

### Inflation à -2% en g.a. en août

Selon [l'Institut national de la statistique et de la démographie \(INSD\)](#), le **taux d'inflation s'est établi à -2% en glissement annuel (g.a.) en août 2023, contre -1,1% en g.a. le [mois précédent](#)**. Cette **décélération de l'inflation se justifie essentiellement par la baisse des prix de la catégorie « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-5,9% en g.a.)**. Le recul des prix des produits alimentaires est essentiellement tiré par la baisse des prix des produits frais (-7,4% en g.a.). **A noter que ce niveau d'inflation est le reflet d'un important effet de base, avec des niveaux de prix déjà élevés en 2022. En août 2022, l'indice harmonisé des prix à la consommation affichait en effet une hausse de +18,1% en g.a. A l'inverse, les postes « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » et « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » observent une hausse de leurs prix d'environ 9% en g.a.**

### Un cadre juridique complet présenté pour favoriser le contenu local dans l'industrie extractive

Le [6 septembre](#), le conseil des ministres a adopté un projet décret, en rédaction depuis 2017, portant sur la nomenclature des postes dans le secteur minier et **l'application de quotas d'emplois de personnels locaux**. Ce projet de décret [précise](#) les dispositions de l'article 102 du Code minier de 2015 qui accordent une **préférence à l'emploi des nationaux** dans les sociétés minières et leurs sous-traitants. Il exige le respect de quotas **d'emplois de nationaux** à chaque cycle du projet minier : recherche, construction, exploitation et fermeture des sites. Les entreprises minières devront soumettre au ministère des mines un plan de formation des cadres locaux pour le remplacement progressif du personnel expatrié. Les contrats de travail des expatriés dans le secteur minier devront désormais être visés par le ministère du travail. Dans le même sens, un projet de loi a également été présenté le [13 septembre](#) et vise à favoriser

de manière plus générale le contenu local dans le secteur minier depuis le choix dans la fourniture des biens et services et la sous-traitance des entreprises **jusqu'à** la promotion des investisseurs nationaux.

## 🍷 Cap-Vert

### 38 M USD de la FAO annoncés pour 2023-2027

Le 12 septembre, le **ministre de l'Agriculture et de l'Environnement et la représentante de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) [ont signé](#)** le cadre de la programmation pour le Cap-Vert sur la période 2023-2027. À ce titre, la FAO mettra 38 M USD à disposition du pays, soit un montant plus de deux fois supérieur à celui du précédent cadre. Ce programme contribuera au Plan Stratégique pour le Développement durable du Cap-Vert (PEDS II) et est aligné sur les priorités du cadre stratégique de la FAO au niveau mondial pour 2022-2031, qui vise les *Four Betters*, à savoir, une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une vie meilleure. Il devrait notamment permettre de **lutter contre l'insécurité alimentaire au Cap-Vert**. En juin, le **Ministre de l'Agriculture** avait ainsi [déclaré](#) que **près d'un tiers des ménages cap-verdiens** avaient des difficultés financières pour accéder à la nourriture, que 10% de la population souffrait de malnutrition chronique et qu'**environ 7,4% des enfants de moins de 5 ans** étaient obèses.

## 🍷 Côte d'Ivoire

### 2,9 M EUR de prêt de l'ICO pour l'approvisionnement en eau potable de zones rurales

Le gouvernement ivoirien, réuni en [Conseil des ministres](#) le 13 septembre, a adopté un décret portant **ratification d'un accord de prêt de 1,9 Mds FCFA (2,9 M EUR)** conclu en mai entre la banque publique espagnole, l'ICO (Institut de

crédit officiel) et la Côte d'Ivoire pour un projet de rénovation et d'installation de 67 stations hydrométriques et de 21 stations de pompes avec énergie solaire. Le programme vise à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales à travers la mise en place d'un réseau d'outils hydrométriques et d'un système de collecte et de traitement de données pour i) mesurer les ressources en eau sur le territoire national, ii) assurer une utilisation rationnelle de ces ressources et iii) protéger les lieux habités. Le projet s'inscrit dans [l'objectif d'une couverture](#) de 95% de la population en eau potable d'ici 2025.

### Suspension des exportations de ferraille

Les exportations de la ferraille, des sous-produits ferreux, de la fonte, des déchets et débris d'aluminium sont suspendues pendant les dix prochaines années, a indiqué le [gouvernement ivoirien](#) le 13 septembre. Cette mesure vise à privilégier l'approvisionnement des unités de transformation locales. L'adoption du décret afférent à l'interdiction répond aux besoins de l'industrie métallurgique qui a connu un essor ces dernières années, favorisé par la création d'unités de transformation de ferraille, d'aluminium et de fonte. A noter que la capacité nationale d'absorption annuelle de ferraille est [projetée](#) à environ 600 000 tonnes sur les années à venir. Cette décision reflète les priorités nationales du gouvernement en faveur du développement de l'industrie nationale.

### Deux nouveaux permis d'exploration pour le lithium accordés par le gouvernement

Après avoir octroyé en avril dernier deux permis de recherche pour le lithium à la société *African Millium Ressources CI SARL*, le [gouvernement ivoirien](#) a récemment délivré deux nouveaux permis dans les départements d'Agboville, de Tiassalé et de M'Batto, d'une durée de quatre ans à la société *Millenium Ressources CI*, une autre compagnie nationale. Cette décision intervient dans un contexte de forte [croissance](#) de la demande mondiale de lithium qui pourrait

atteindre 1,4 Mt en 2030, contre 75 000 t en 2020, accentuée en particulier par son utilisation dans les batteries de véhicules électriques. Sur le continent, seul le Zimbabwe dispose aujourd'hui de mines opérationnelles. En Afrique de l'Ouest, le Ghana et le Mali comptent chacun une mine de lithium, les deux devant être mises en service dans les deux prochaines années. Ces permis d'exploration illustrent l'engagement de l'Etat ivoirien à diversifier le secteur minier au-delà des deux principales ressources actuellement exploitées, l'or et le manganèse.

## Gambie

### Un appel d'offres pour le déploiement de 1 100 systèmes solaires sur des bâtiments publics

La société *Sustainable Energy Services Company* (SESCO), détenue conjointement par le ministère gambien des finances et des affaires économiques (MoFEA) et le ministère du pétrole et de l'énergie (MoPE), a lancé l'[appel d'offres](#) pour le déploiement de systèmes photovoltaïques sur les toits de 1 000 écoles et de 99 établissements de santé. Les systèmes, qui interviennent dans le cadre du programme d'énergie renouvelable de la Gambie (*Gambia Renewable Energy Framework*), auront une capacité comprise entre 2Kw et 240Kw, alors que, selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), la Gambie ne disposerait que de 2 MW de capacité photovoltaïque fin 2022 et que le taux d'accès à l'électricité est de seulement 35 %. Ce projet s'appuie sur un [soutien](#) de l'Union européenne à travers un prêt de 8 M EUR de la Banque européenne d'investissement et une subvention de 24 MEUR au titre de *Global Gateway* en soutien au développement des sources d'électricité renouvelables.

## 🇬🇳 Guinée

### Lancement de la construction de 6 casernes pour la protection civile

Le 13 septembre s'est tenue la [cérémonie](#) de lancement de la construction de six casernes modernes pour la protection civile réalisées par l'entreprise guinéenne *Épic SA*. Ce projet de construction devrait s'étendre sur une durée de 24 mois et permettre aux équipes des sapeurs-pompiers de couvrir toutes les communes de **Conakry jusqu'à Manéah**. La cérémonie s'est déroulée sur le site de la caserne de Tombo, dans la commune de Kaloum, qui devrait représenter une surface de 4 000 m<sup>2</sup> et abriter en outre la Direction générale de la protection civile. Ces casernes sont financées par le Budget national de développement (BND).

## 🇲🇷 Mauritanie

### Tenue du deuxième Conseil Supérieur de l'Investissement (CSIM)

L'objectif du Conseil Supérieur de l'Investissement en Mauritanie (CSIM), organe consultatif créé en 2020, présidé par le Président de la République et coordonné par l'Agence de Promotion des Investissements Mauritanien (APIM), est [d'améliorer le climat des affaires du pays et de dynamiser l'économie nationale](#). Il a regroupé, lors de sa deuxième réunion le 13 septembre, des investisseurs mauritaniens et étrangers, dont plusieurs investisseurs français. Cette deuxième édition fut l'occasion d'évaluer les avancées effectuées sur les 21 recommandations émises lors de la première édition en 2022, et réparties en 5 thématiques (prérequis à l'investissement, préoccupations d'ordre financier, fiscal ou relatives au capital humain, préoccupations d'ordre sectoriel).

## 🇳🇮 Niger

### Arrêt de la production d'uranium sur le site de la Somair

Dans un [communiqué](#) publié le 13 septembre, le groupe Orano a indiqué que l'usine de traitement d'uranium de la Société des mines de l'Air (Somair) a été provisoirement mise en opération de maintenance anticipée en raison de l'**amenuisement de ses stocks de produits chimiques**. En effet, depuis l'application des sanctions économiques et financières à l'encontre du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) en vigueur depuis le 30 juillet, la fermeture du principal corridor d'**approvisionnement du Niger (axe Benin – Niger)** perturbe les livraisons vers le site. Selon le groupe, ces dispositions sont prises dans le but **d'atténuer l'impact des difficultés logistiques** et de permettre la reprise de la production dès que la situation le permettra. Pour rappel, à la suite de la fermeture du site de la filiale du groupe de la **Cominak (site d'Akouta)** en mars 2021, la **Somair (site d'Arlit)** reste le seul site du groupe en exploitation. Concernant le projet Imouraren, l'un des plus grands gisements d'uranium au monde, le groupe indique que les études et activités se poursuivent normalement.

## 🇸🇳 Sénégal

### Fruit d'une coopération avec la Turquie, une usine d'ameublement inaugurée à Dakar

Le Président de la République [a inauguré](#), le 12 septembre, l'usine de fabrication d'ameublements de l'entreprise turque *Biga Home*, filiale du groupe turc *Doganlar Furniture*. D'un coût de 7 Mds FCFA (10,7 M EUR), l'usine a une capacité de production de 200 000 unités et plus de 500 emplois directs seraient créés. Elle est implantée au cœur du pôle urbain de Diamniadio, à côté de nombreuses infrastructures, dont le marché d'intérêt national et la gare des gros porteurs. A terme, l'investissement serait porté à plus de 42 Mds FCFA (plus de 65 M EUR) avec l'ambition de fournir le marché local et régional. L'installation de cette entité au Sénégal s'inscrit dans la politique d'industrialisation du pays et de coopération en faveur des transferts de savoir-faire.

## 🇲🇵 Togo

### Hausse de 25 % du trafic de passagers à l'aéroport de Lomé au S1

Le trafic de passagers à l'aéroport international de Lomé a connu, au premier semestre 2023, une hausse de 25,3 % en glissement annuel (g.a.), selon les [données](#) d'un rapport de la Direction générale du budget et des finances (DGBF). Le nombre total de passagers ayant transité par l'aéroport international Gnassingbé-Eyadéma (AIGE) de janvier à juin 2023 s'est ainsi établi à près de 632 000. Cette hausse peut notamment s'expliquer par l'ouverture de nouvelles lignes au départ de Lomé. On note également une hausse de 10,1 % des mouvements d'aéronefs en g.a. sur la même période. L'[objectif](#) fixé par les autorités est d'atteindre 1,5 M de passagers par an à l'aéroport de Lomé d'ici 2025, tandis que l'aéroport a accueilli 1,23 M de passagers en 2022 selon les données de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile togolaise (ANAC).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan  
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

[abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)